



**SYNERGIE DES ORGANISATIONS DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA PROMOTION DES
DROITS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT
SYDHE Asbl**

Avenue Muhungu III, Vamaro N°039, Quartier Ndendere, commune
d'Ibanda, ville de Bukavu, RDC.
Tel : +243 997740869, +243 814524861, +243 853524817
E-mail : sydheasblrdc@gmail.com
www.sydheasbl.org



**INSTITUT POUR LA GOUVERNANCE ET
L'ÉDUCATION ÉLECTORALE « I.G.E »**
ONG d'Éducation Civique et Électorale
Coordination provinciale du Sud-Kivu
Tel : +243 999 54 23 23
+243 85 1 69 22 11
E-mail : patrice.lwabasuma@gmail.com
igesk@gmail.com



RECHERCHE PRELIMINAIRE SUR L'EXPLOITATION MINIERE ILLICITE ET CARBONISATION DANS ET AUTOUR DU PARC NATIONAL KAHUZI BIEGA PNKB

Lemera et Katasomwa

Avril 2024

SOMMAIRE EXECUTIF

Dans ce rapport de recherche, il est démontré que les exploitants artisanaux sont d'origines différentes du village Katasomwa et Lemra en particulier et de Kalehe en général.

D'une part l'activité minière est patronnée par des exploitants miniers et forestiers illégaux, dont certains sont bien identifiés dans le village Katasomwa et Lemera d'autres se retrouvent dans le Parc national Kahuzi Biega. Ces derniers contrôlent la quasi-totalité de la chaîne d'approvisionnement et de commercialisation de 3T et de l'or sous l'absence de l'œil vigilant des services étatiques.

Cette situation d'exploitation minière et forestière donne à ces acteurs une position d'opérateurs incontournables dans le processus de développement d'une économie informel caractérisée par la fraude et la contre bande minière incontrôlée au tour du PNKB.

Dans l'hypothèse d'une exploitation formelle, il faudra tenir compte de l'impact socioéconomique négatif que cela pourrait entraîner sur le développement local car le rapport démontre que plus ou moins 4865 *personnes* vivent indirectement de l'activité minière et forestière artisanale dans cette entité de plus ou moins **46 874 habitants**.

Le défi à relever serait de remettre cette exploitation dans la chaîne d'approvisionnement respectueuse de la législation congolaise (code et règlement minier, code forestier) et d'engager un processus de dialogue franc et inclusif entre toutes les parties prenantes pour une exploitation susceptible de développer des alternatives compétitives, capables de créer un équilibre entre l'exploitation minière et l'enjeu de paix et de développement local.

D'où la nécessité d'une démarche participative, représentative et inclusive de toutes les parties prenantes et des autorités locales.

INTRODUCTION

Depuis l'an 2022, les informations font état de la destruction à grande échelle du PNKB en province du Sud-Kivu où des exploitations illicites s'effectuent par des personnes venant de tous les horizons de deux provinces du Nord et du Sud-Kivu. Certaines sources parlent même des sujets étrangers en provenance du Rwanda qui se livrent également à l'exploitation illégale dans le PNKB. Ces informations combinées ont attirés l'attention des organisations membres du Groupe Thématique Mines de la Société Civile du Sud-Kivu dont la Synergie des organisations de la Société Civile pour la promotion des Droits humains et de l'environnement SYDHE Asbl et l'Institut pour la Gouvernance et l'Education Electorale IGE Asbl qui se sont intéressées à la question et se sont décidées de bien documenter les informations reçues dans l'objectif primordial d'attirer une attention particulière des autorités tant provinciales, nationales, qu'internationales sur la situation dramatique de la destruction de ce patrimoine mondial en route d'extermination de sa faune et sa flore avec la bénédiction de certains notables et autorités de la province du Sud-Kivu ainsi que certaines organisations locales qui encadrent et accompagnent les peuples autochtones pygmées.

Pour ce faire, l'équipe de recherche a documenté un certain nombre de rapports et a rencontré certains leaders locaux et informateurs clés en focus groupe pour produire les résultats de base de notre recherche sur l'exploitation minière artisanale et l'exploitation forestière dans la chefferie de Buhavu, groupement de Mubugu, village Katasomwa et Lemera en territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Le village Katasomwa se situe dans la zone de santé de Bushaku à une démographie de 23874 habitants (Rapport OCHA 2022).

Selon Médecin sans Frontière, le nombre de ménages pygmées s'évalue à plus ou moins 1700 (installés dans le Parc), rapport 2020.

Il s'agit de déterminer les principaux exploitants miniers artisanaux et forestiers dans les sites miniers se trouvant dans le PNKB et dans ainsi que ses environs en lien avec la communauté impactée par les activités minières.

Ainsi, cette recherche constitue une base des données empiriques et un essai d'analyse des aspects sociologiques et économiques dans les sites d'exploitation minière artisanale de Cimoto, Nyaweza, Binjui, Kamano, Bifukula, Nyenje, Bikengekenge, Kakongolo, Kamoto, Cifukulabiyenje, Bireto. Il sied de préciser que tous ces sites se retrouvent dans le PNKB.

L'économie de cette entité est marquée par les activités agricoles, le commerce informel à faible échelle et une intense activité minière et forestière artisanale. C'est cette dernière dimension de l'économie de Katasomwa et Lemera qui est mise en exergue dans cette recherche pour mettre en lumière les compromis et les conflits entre acteurs, les équilibres et les déséquilibres dans les sites miniers artisanaux en particulier et dans la communauté locale en général.

1.1 Contexte et justification de la recherche

Le secteur minier en République Démocratique du Congo en général et au Sud-Kivu en particulier continue à susciter des discussions et actions diverses aux niveaux local, national et international. Au Sud-Kivu ce secteur a historiquement pris plusieurs formes. Il s'observe actuellement une coexistence entre l'exploitation artisanale et l'exploitation industrielle après la forme industrielle valorisée par la colonisation et celle artisanale qui a substitué à cette dernière après la faillite des sociétés minières pendant le régime de Mobutu. Les guerres à répétition ont largement favorisé l'expansion de l'exploitation artisanale des minerais en renforçant la légitimité de ce type d'économie dans les communautés locales du Sud-Kivu. Cependant, le code et règlement minier de 2018 et la position occupée par les entités de traitement l'exploitation artisanale est de plus valorisée lorsqu'elle est pratiquée dans la légalité.

La raison d'être de cette recherche se trouve ainsi justifié par la nécessité de comprendre les contours socioéconomiques de l'exploitation minière, forestière artisanale dans les sites miniers Cimoto, Nyaweza, Binjuire, Kamano, Bifukula, Nyenje, Bikengekenge, Kakongolo, Kamoto, Cifukulabiyenje, Bireto en lien avec l'espace et les logiques locales pour servir de base des données et d'orientation opérationnelle relatives aux processus de dialogue et de cohabitation entre parties prenantes.

Concrètement, cette recherche est une contribution anticipée sur la mise en œuvre des mécanismes et modalités de cohabitation entre exploitants miniers, exploitants forestiers s'inscrivant dans la logique d'une conservation aisée des aires protégées.

I. CONTEXTE, POSITION DU PROBLEME, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

Depuis une décennie, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo s'est engagé dans la voie de l'assainissement du secteur minier pour répondre aux besoins économiques internes et aux exigences internationales en la matière. Les nouvelles dynamiques minières voudraient valoriser les opportunités qu'offre la RDC en matière d'investissement privé. L'un des préalables de cette ambition a été l'amélioration du cadre législatif et réglementaire du secteur minier congolais. Les réformes ont abouti à la mise en place du nouveau Code minier en 2018 et du Règlement minier.

Les deux guerres de la RD. Congo en 1996 et 1998, et l'insécurité consécutive due la présence de groupes armés incontrôlés ont coûté des vies humaines à des millions des personnes et entraîné des déplacements massifs de la population civile fuyant les hostilités. Cette situation a eu comme conséquence la destruction des tissus économiques et sociaux et la perte des économies locales.

La situation sécuritaire actuelle a créé des conditions plus difficiles à la reprise de la vie normale à l'Est de la RD. Congo et plus particulièrement dans le territoire de Kalehe en chefferie de Buloho.

Les méthodes employées par les Etats pour créer les aires protégées ont traumatisé certaines populations et aujourd'hui, de manière générale, les relations demeurent conflictuelles entre les populations riveraines des aires protégées et leur autorité de gestion. Les populations ont été exclues de la gestion et de la répartition des richesses. La conjonction de plusieurs facteurs a mené de nombreuses aires protégées nationales dans un état de dégradation avancé.

La conception de la conservation selon laquelle la Nature doit être isolée de l'Homme devrait s'observer dans un contexte qui bouge et qui tient compte des réalités des peuples autochtones.

Selon l'historique du PNKB, on renseigne qu'en 1975, ce parc avait obtenu son extension à 60000 hectares, en 1980, ce site est déclaré patrimoine mondial de l'UNESCO et en 1997, il devient patrimoine mondial en péril.

Malgré toutes ses attributions, le PNKB reste menacé par les populations riveraines dont on peut citer : la déforestation, l'occupation des terres par les pygmées, le braconnage et l'exploitation minière artisanale.

Dans le site de Cikenzi par exemple, un incident ressent a fait état de la présence des groupes armés qui se sont attaqués aux éco gardes du PNKB et il y avait eu des échanges des balles réels dont un éco garde blessé grièvement.

Grâce à des résultats probants (en certains lieux) concernant la conservation, l'exploitation minière artisanale, une tendance assez générale se dégage et reconnaît qu'on ne peut plus conserver partout à l'encontre des populations locales et que la cogestion ou la gestion communautaire peuvent dans certains cas accroître l'efficacité de la gestion au service de la sauvegarde des éco système naturels.

La loi relative à la conservation de la nature de 1966 et la loi portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement de 2011 sont clairs sur le fait qu'aucune activité incompatible avec la conservation de la nature ne doit avoir lieu dans les parcs nationaux (article 3) et sur le fait que les activités nuisibles à l'environnement dans les aires protégées sont interdites (art 33) respectivement.

Il ressort de tous ces constats que les acteurs de la société civile devraient jouer un rôle prépondérant pour sensibiliser d'avantage la population et les exploitants miniers des risques liés à la pression humaine sur les aires protégées et les conséquences qui en découlent.

OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

a. Objectif global :

Cette étude s'est fixé un objectif général de contribuer aux efforts d'assainissement de la chaîne d'approvisionnement des minerais, la protection et la sauvegarde des espèces naturelles dans le PNKB

b. Objectifs spécifiques :

- Relever les caractéristiques sociologiques des exploitants des sites miniers de artisanaux dans et autour du PNKB et leur lien avec la communauté locale ;
- Identifier la perception de la communauté locale par rapport à l'exploitation des sites miniers d'exploitation artisanale, et des sites ciblés par les exploitants forestiers ;
- Identifier les structures qui canalisent le marché commercial des exploitants artisanaux ;
- Déterminer le fondement du conflit minier et foncier entre le PNKB et les exploitants miniers artisanaux et forestiers ;
- Relever les opinions, perception et attitudes des exploitants miniers artisanaux sur le processus de cohabitation et de développement local ;
- Assurer un appui technique aux acteurs de la Société Civile pour le monitoring et la facilitation au dialogue inclusif pour une exploitation apaisée.

METHODOLOGIE

Ces activités se dérouleront en deux phases outre celle relative à la préparation des documents pédagogiques. Ces deux phases partiront de la préparation à travers l'harmonisation des termes de référence, la prise de contact avec les parties prenantes, la tenue des séances d'entretien et d'information sur l'objectif de la mission avec les autochtones et les autorités politico administratives, les exploitants miniers et forestiers dans et aux environs du PNKB. La seconde consiste à la réalisation des descentes sur terrain en passant par la mobilisation des parties prenantes, la sensibilisation à travers des appels téléphoniques et échanges des messages avec tous les acteurs impliqués tant à Bukavu à Katosomwa, Lemera, Kasheke, Site de Chivanga .

Les activités de descentes dans le parc se feront avec l'accompagnement des guides locaux et des éco gardes du PNKB qui assureront la sécurité de l'équipe de mission en collaboration avec l'équipe pédagogique élargie aux autres membres du GTT/Mines. Les coordonnées GPS seront prises par site visité et une cartographie sera dressée pour outiller les travaux de compilation et d'élaboration du rapport de mission.

Les réunions restreintes se dérouleront dans les salles disponibles par la communauté et les autorités locales.

La méthodologie de conduite des travaux sera la participation-active de tous les participants sous la facilitation d'un modérateur désigné par l'équipe de mission. Tous les thèmes de sensibilisation, exposés lors des réunions porteront exclusivement sur l'assainissement de la chaîne d'approvisionnement, la protection de la faune et de la flore du PNKB et la sauvegarde des ressources naturelles.

II. DYNAMIQUE DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE

A travers ce chapitre, les aspects sur les dynamiques de l'exploitation minière et forestière seront analysés en mettant l'accent sur les parties prenantes que sont les exploitants artisanaux, les autorités locales et les services étatiques habilités, les éco gardes et les responsables du PNKB, les acteurs locaux de la Société Civile:

Echange avec le focus groupe autorités locales

Nous avons rencontré le chef de centre adjoint, du fait que le chef de centre avait accompagné sa communauté pour aller recevoir la distribution des vivres à Lemera. Une série de questions étaient posées au chef de centre adjoint répondant au nom de Bisimwa Bugamba Questeur.

Répondant à nos questions le chef de centre est revenu sur ce qui se passe dans le PNKB, une exploitation des minerais d'or et de la cassitérite, du Coltan, la coupe des bois pour la production des braises et des planches. Celui-ci a ajouté que cette exploitation se fait sous la bénédiction des peuples autochtones pygmées qui font appel à des personnes venant de Masisi au Nord Kivu, Minova, Bukavu et Gisenyi. Ces exploitations sont plus faites dans les endroits ci-après : Cimodo, Nyaweza, Binjwiri, Kamano, Bifukula, Nyenje et Lemera.

Les Minerais extraits dans le PNKB sont convoyés par les militaires Wazalendo du MCDPIN conduit par le général auto proclamé BAHIGE BRAVO et NYAKAREMI. La communauté qui exploite s'appelle IMIRYANGO et ce sont généralement des Hutus congolais.

Echange avec le Focus groupe Comité local de Développement

« Il faut une journée de marche au minimum pour véritablement observer l'étendue de la déforestation depuis les limites séparant le Parc et les villages de Lemera et Katasomwa » L'acteur de la société Civile locale répondant au nom de Soleil KASUKU, président du CLD et président de la communauté Tembo nous a révélé qu' à Katasomwa il y a existence d'une



plusieurs coopératives minières à savoir CMBEKA en phase de prospection qui exploite les 3T et l'Or laquelle est dirigée par Monsieur Olivier, directeur de l'entité de traitement CDMC.

Voici les coopératives minières qui extraient les minerais à Katasomwa et Lemera :

La coopérative Minière de Kitendebwa KICOMI en sigle qui extrait de l'or, dirigée par Bulenda, la Coopérative Minière de Checheni dirigée par Monsieur TONDEYE qui extrait également de l'or, la Coopérative Minière de NYABARONGA COMINYA dirigée par Monsieur Manix KIBONERO qui extrait de la cassitérite, Coopérative Minière de Kilima Kasi qui extrait de l'or, la COMILU dirigée par Kilima kasi, exploite de l'or CMBEKA dirigée par Monsieur OLIVIER le directeur de l'entité de traitement CDMC qui se trouve actuellement dans la phase d'exploration.

Par rapport à la chaîne d'approvisionnement Il convient de noter que c'est la coopérative CMBEKA qui a été citée par certains exploitants miniers comme principale acheteur dans la commercialisation des minerais provenant du PNKB.

Selon l'intervenant tous les Minerais le 3T et l'Or sont extraits dans le PNKB, mais la grande partie de ces minerais de 3T sont tagués dans les sites en phase d'exploration de CMBEKA qui évacue vers Kabamba soit par motos, soit par une jeep landcruiser immatriculée 1492AB19 qui transporte dans le centre Katoki et de Katoki vers Bukavu. S'agissant des minerais d'Or une grande partie est vendue au Nord Kivu et une autre partie vendue à Bukavu à travers le négociant SAFARI CHIGANGU qui achète l'Or du site minier de Kicomi et qui vend dans un comptoir de Bukavu dénommé chez CIRHUZA aux environs de Nyawera. Un autre négociant du nom de BALANGALIZA NOBWAGE vend ses minerais d'Or chez MUPENDA à l'essence. La production selon lui est de 25 grammes achetés et vendus par négociant et par trimestre lesquels proviennent des sites de Bwangala, Lijiwe, Bibogobogo, Cindebwa, Dungufa.

Pour cet acteur il y a des minerais qui quittent Numbi et sont tagués à Chanje passant par Katasomwa avant d'être évacués à Bukavu et d'autres minerais 3T sans tagues au nom du site de BIRETA sont couverts par les services étatiques avant d'être évacué à Kabamba et de Kabamba vers la ville de Bukavu.

La démographie croissante est pointée comme la cause principale de la déforestation du PNKB (Lemera et Katasomwa).

« C'est l'afflux des exploitants de ressources en provenance de Masisi dans le Nord-Kivu, ainsi que des villages voisins comme Lumbishe et Numbi à Kalehe qui a aggravé cette situation »

Parmi les aspects cruciaux qui poussent les communautés à envahir le parc c'est sont les difficultés économiques auxquelles sont confrontées les communautés environnantes du PNKB. Le manque d'opportunités d'emploi et de sources de revenus alternatives dans ces milieux pousse les riverains à faire pression sur les ressources du PNKB, notamment les « arbres ». Les difficultés rencontrées par les autorités congolaises à fournir les terres promises aux PAP en dehors du Parc, comme stipulé dans la feuille de route de Bukavu de 2019, ont aussi ajouté à la frustration, ont confié les chefs et leaders locaux de Lemera et Katasomwa.

Les braises et les planches sont exploitées à grande échelle dans le PNKB. Notre interlocuteur a signalé la présence de plus ou moins 30 tronçonneuses qui passent par le centre vers le parc. Cet acteur a précisé que chaque mois plus ou moins 1500 arbres sont abattus et sciés en planches embarqués dans des véhicules privés, soit transportés sur la tête pour être entreposés à Kitoki centre et évacués par bateau vers le Nord Kivu ou soit par véhicule vers la ville de Bukavu.

Il s'observe que les motos qui viennent avec des passagers à Katasomwa repartent avec une charge de trois sacs de braises chacune. Plus ou moins 80 motos débarquent par jour dans le centre Katasomwa et font ces mouvements de transport des sacs de braise entreposés à Kabamba dont une partie part pour la ville de Bukavu et une autre entreposée à Kasheke est évacuée par bateau vers la ville de Goma. Dans un calcul simple $80 \text{ moto} \times 3 \text{ sacs}$ donnent un total de 240 sacs par jours. Si l'on multiplie par 30 jours cela donne un total de plus ou moins 7200 sacs par mois.

Malheureusement le constat fait état que toutes ces exploitations sont connues par les services étatiques qui perçoivent des taxes. Cela démontre une grande complicité dans la déforestation et la destruction du PNKB.

« Nous fustigeons une situation déplorable de gens en provenance d'autres entités qui se font passer comme peuples autochtones pygmées et détruisent sérieusement le PNKB au vu et au su des autorités locales et provinciale ignorant que c'est un patrimoine mondial.

L'exploitation minière et forestière se pratique et les gestionnaires du PNKB assistent impuissamment à cette destruction sous la bénédiction des services étatiques qui n'envisagent aucune mesure de protection contre ces mauvaises pratiques.

Echange avec le Focus groupe gardes parc de Katasomwa

Pour les éco garde, ce sont les BAMBUTIS, peuples autochtones qui sont plus nombreux dans le parc, ce qui fait qu'il est difficile de les déloger des terres et espaces qu'ils occupent de manière illégale vu qu'il existe des limites précises entre le PNKB et les villages des alentours.

En ces jours plusieurs personnes exploitent le parc se faisant passer comme autochtones. Elles exploitent du bois, fabriquent de la braise et d'autres exploitent des minerais. Les délimitations du parc avaient été détruites par les peuples autochtones BAMBUTI, pour essayer de cacher les traces.

Avant de rencontrer ce focus groupe l'équipe de collecte des données a constaté une incompréhension entre les gardes parc et les autorités locales. Pour ces agents de



conservation toutes les autorités locales sont des acteurs complices dans l'exploitation illicite du PNKB. Ces derniers affirment également que dans le PNKB il se passe des exploitations illicites et que la Société Civile

doit s'engager activement pour sauver ce patrimoine. Et de poursuivre, ce que nous observons ici est dramatique, des milices en provenance d'autres entités débarquent dans la zone et prennent la direction du PNKB avec des pioches, des machettes, des tronçonneuses, des motos pompes. Nous observons depuis un temps que les minerais sont convoyés par les Wazalendu appelés MCDPIN.

Tout ce qui est produit (braises, planches, minerais) traverse vers le Nord-Kivu à travers des bateaux qui les chargent au niveau de KASHEKE, une autre partie prend la direction de la ville de Bukavu.

« Nous demandons à la société Civile de faire parvenir notre message au plus haut niveau parce qu'apparemment les autorités ne sont pas au courant de la situation qui se déroule dans le PNKB ».

Echange avec le Focus groupe de creuseurs artisanaux au site minier de Lijiwe

Le 1^{er} intervenant a proposé aux participants d'oublier tout ce qui a divisé la communauté et les coopératives afin de décoller à partir d'aujourd'hui sur des nouvelles bases.

Les minerais sortent dans le parc et portent la casquette d'un site non productif. Il s'observe que certaines autorités ont des intérêts en termes de pourcentage de production dans cette exploitation illicite dans le PNKB. Ceux qui parlent de conversation sont écartés parce que taxés de compromettre les intérêts de certaines autorités, c'est la communauté qui exploite le parc en complicités avec les FARDC, la PNC et autres.



Les efforts devraient être fournis pour prohiber le travail d'exploitation qui se fait nuitamment dans le site minier.

Que les exploitants s'approprient tout le cycle d'exploitation artisanale.

Nous devons rester dynamique et développer des stratégies et mécanismes lors de la production mais malheureusement nous avons constaté des irrégularités qui sont observables et nous suggérons de dialoguer.

Parmi ces irrégularités nous pouvons citer :

- Des cas des minerais qui circulent sans étiquettes ou tagues ;
- Le monnayage des certains étiquettes ;
- La tracasserie des services étatiques ;
- La fraude facilitée par certains négociants ;
- La présence de plusieurs coopératives dans le milieu ;
- La présence des éléments rebelles des groupes armés dans le milieu ;

- Le manque d'encadrement par le SAEMAP ;
- L'insuffisance des moyens financiers pour appuyer les activités dans les puits ;
- L'insuffisance des matériels de protection
- Les statistiques dans l'antenne de la division de mines non conforme à la production dans les sites miniers ;
- La présence des négociants non identifiés par les services étatiques etc.

Nous recommandons de :

- Renforcer les services de sécurité civile et policière pour stopper le cas de vol et fraude ;
- De bien motiver les agents des services étatiques ;
- Que les creuseurs soient l'œil des services pour éradiquer la fraude dans le secteur minier à Katasomwa et Lemera ;
- Que le système de traçabilité soit respecté par tous les acteurs ;
- Que les coopératives visent la bonne collaboration avec la communauté pour privilégier la cohésion ;
- Que la collaboration (communication) soit renforcée entre toutes les parties prenantes.

Minerais exploités

- Or & T3

Autres activités dans le PNKB

- Exploitation du bois (coupe en planches)
- Carbonisation (braises)

Les sites miniers d'exploitation artisanale dans le PNKB

- CIMOTO
- NYAWEZA
- BINJUIRE
- KAMANO
- BIFUKULA NYENJE
- CIMOTO
- BIYUNJURE
- BIKENGEKENGE
- KAKONGOLO
- KAMATO
- CIFUKULABIYENJE
- BIRETO
- BWANGOLA
- KITENDEBWA
- LUNGUFA
- BIBOGOBOGO

Systeme d'etiquetage et chaine d'approvisionnement

Le systeme de traçabilité dans la chaine d'approvisionnement est depuis l'année passée mal géré. Au départ les tags étaient cogérés par les trois parties prenantes à savoir la division des mines, le SEAMAPE et les coopératives minières. Cette méthode avait produit une transparence avérée des matériels de traçabilité dans la zone. Mais depuis plus de 5 mois la mal contenant le matériel de traçabilité est seulement géré par les services étatiques et cela pourrait être un coup monté afin de créer une opacité dans la gestion des matériels de traçabilité et faciliter ainsi cette contamination avec les minerais provenant dans le PNKB.

Les informations combinées démontrent que la chaine d'approvisionnement est fortement entachée avec ces exploitations du PNKB avec la complicité d'un groupe armé MCDPIN, aussi des minerais en provenance de Masisi qui sont tagués dans la zone entrent dans la chaine d'approvisionnement des minerais au Sud Kivu ce qui est une situation anormale dans la traçabilité des minerais.

Communautés qui exercent les activités d'exploitation dans le PNKB

Notre recherche démontre que les acteurs qui exploitent les minerais et les bois en provenance du PNKB et les alentours de Katasomwa et Lemera sont:

- Les habitants du territoire de MASISI ;
- Les habitants du territoire de RUTCHURU ;
- Les habitants du territoire de SAKE ;
- Les habitants du territoire d'IDJWI ;
- Les habitants du territoire de KALEHE ;
- Les habitants du groupement de KABAMBA ;
- Les habitants du groupement de MINOVA ;
- Les habitants de groupement RAMBIRA KATANA

Echanges avec le chef de site de l'ICCN

La lecture de l'ICCN par rapport à toutes ses exploitations illicites est claire en ce sens que toutes les allégations portées sur des personnes qui exploitent le PNKB sont vraies et vérifiées.

Pour Mr EMMANUEL BAHATI LUKOO, chef de site de l'ICCN, la question des WAZALENDO et l'activité des groupes armés, l'occupation du parc par les communautés riveraines et d'autres communautés en provenance d'autres entités est très préoccupante et nécessite une solution durable.

L'Etat congolais est au courant de tout ce qui se fait dans le PNKB mais l'engagement pour éradiquer les groupes armés demeure insignifiant ce qui crée un problème de protection.

La mission du PNKB consiste à la protection du faune et de la flore.

Nous avons des limites dans notre intervention et tout cela fragilise les efforts de l'ICCN.

Il y a une vulnérabilité des efforts de protection et le rôle des éco garde est limité car nous ne pouvons pas par exemple lutter contre les groupes armés dont le MCDPN qui se trouve dans la haute altitude et basse altitude.

La carbonisation et l'exploitation minière se font dans le PNKB et la situation reste non maîtrisée.

L'ICCN essaie de voir comment gonfler les effectifs des éco gardes mais la léthargie de peuples autochtones dont certaines utilisés par d'autres ONG ne laisse pas des manœuvre au travail de conservation.

Nous avons appris la présence des communautés venues de MASISI qui exploitent la braise en provenance du PNKB qui quitte le parc vers le Nord-Kivu.

Par rapport à l'utilisation des tronçonneuses, les responsables du PNKB sont au courant de tout ce qui se passe mais nous devons savoir que la protection du parc c'est une affaire de tous mais malheureusement il y a des gens qui pensent que c'est une histoire de l'ICCN. L'exploitation se fait par l'intermédiaire d'autres personnes et c'est bien dommage ; Comment parvenir à établir les responsabilités des uns des autres ?

Le travail de coupe des bois avec des tronçonneuses devient trop sérieux parce que ce travail devient plus industriel qu'artisanal.

Activités des Wazalendo dans le PNKB

Les Wazalendo MCDPIN du chef rebelle BAHIGE BRINO NAKARENYE s'identifie comme des Wazalendo réservistes des FARDC qui ont quitté la brousse pour se joindre aux forces loyalistes. Ce groupe rebelle se regroupait dans le PNKB pour organiser leur mouvement et s'adonner à l'exploitation du PNKB.

Pour les habitants du milieu ils se sont démobilisés et se sont joint à l'armée, dont leurs chefs rebelles se trouvent présentement à MINOVA en mission au compte des FARDC.

Deux autres chefs rebelles sont actifs dans la zone il s'agit de SHABANI et MUTIMUKEYA.

L'équipe de recherche été informés par les habitants de Katasomwa que les Wazalendo sont des autochtones armés dont la plupart se trouvent dans le PNKB et travaillent en collaboration avec les FARDC, ils mènent même certaines opérations avec les FARDC.

RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Au gouvernement central de la RD Congo :

- Organiser une mission mixte Ministère de l'environnement, Ministère des Mines, la Société Civile du Sud Kivu et les services de sécurité afin de chasser ces hors la loi qui détruisent le patrimoine mondial ;
- Gérer avec professionnalisme la question de la délocalisation des peuples autochtones pygmées car ils deviennent des alibis des personnes de mauvaise foi qui exploitent illicitement le PNKB ;
- Mettre en place une commission de suivi des abus déjà enregistrés dans ces exploitations et déférer les coupables devant les cours et tribunaux.

Au gouvernement provincial du Sud-Kivu :

- De développer un mécanisme local de protection du PNKB en organisant des patrouilles mixtes avec les responsables de la conservation du PNKB ;
- De s'approprier cette recherche et développer des actions rapides de protection et de conservation du PNKB ;
- Retirer des documents d'agrément à ces coopératives qui concourent à la destruction du PNKB.

Aux opérateurs économiques

- Respecter les limites de chaque site ;
- S'abstenir des minerais qui proviennent des sites rouges à peine de ne pas entacher la chaîne d'approvisionnement ;
- De former et sensibiliser les artisans miniers membres des coopératives sur la traçabilité et la chaîne d'approvisionnement ;
- D'accélérer les démarches pour l'érection des zones exclusives d'exploitation artisanales.

Aux responsables de l'ICCN du PNKB et ses partenaires

- Appuyer les initiatives d'animation, sensibilisation, formation et plaidoyer de la Société Civile sur la protection du PNKB ;
- Engager le dialogue franc avec les communautés riveraines sur leurs desideratas en vue de faciliter la délocalisation des occupants du PNKB ;
- Appuyer des projets de développement local en faveur des communautés riveraines ;
- Renforcer les effectifs des éco garde pour assurer une meilleure conservation du PNKB ;
- Mener des plaidoyers concertés en collaboration avec la Société Civile.

A la société civile du Sud Kivu

- Développer un mécanisme concerté entre l'ICCN et la Société Civile.
- Mener des investigations sur terrain pour identifier les présumés auteurs de l'activité minière dans le PNKB ;
- Mener des sensibilisations sur les conséquences de la déforestation du Parc en vue de décourager ces pratiques dans les réserves naturelles de la province du Sud-Kivu ;
- Sensibiliser les acteurs de la société civile sur la nécessité des alertes précoces en vue de prévenir les dégâts et alerter les autorités à temps opportun ;
- Améliorer les reportages et monitoring des acteurs de la société civile pour la réduction des risques de déforestation, la prévention des activités illicites dans le PNKB, pour d'éventuelles options de délocalisations forcées des communautés occupant le PNKB ;
- Animer et éduquer les habitants sur l'impact néfaste de leurs actions sur le PNKB et à promouvoir des pratiques plus durables pour préserver l'environnement.
- Privilégier les espaces de dialogue qui promeuvent les actions de protection du PNKB en rappelant les mesures pacifiques et pratiques que le Parc et ses partenaires mettent en place en collaboration avec la population locale, notamment la mise en place des activités génératrices des revenus ;
- Mettre en place un groupe thématique spécialisé pour un plaidoyer permanent sur la problématique des exploitations illicites dans le PNKB ;
- Organiser une mission de plaidoyer à Kinshasa afin d'aller présenter auprès du gouvernement central les résultats de cette recherche et demander une action rapide du Gouvernement pour arrêter ces pratiques de destruction du PNKB ;
- Exiger auprès du Ministre national des Mines de retirer les agréments à toutes les coopératives citées qui achètent les minerais extrait de manière illicite dans le PNKB.N

ANNEXES IMAGES PRISES





Ainsi fait à Bukavu le 20 Avril 2024

*Pour la SYDHE Asbl, LEONCE LUMVI
Coordonnateur*



A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Leonce Lumvi", is written over a horizontal line.

*Pour l'IGE, Patrice LWABAGUMA
Coordonnateur*



A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Patrice Lwabaguma", is written diagonally across the page.